

## Visions du Monde

La densité de la période, les nombreuses notes renvoyant le lecteur aux dernières pages (241 à 273), offrent au premier abord un ouvrage plutôt ardu. Les nombreuses « coquilles » dans les dates, laissent ensuite perplexe. Mais le sujet, l'Algérie de 1919 à 1947, mérite la multiplication des lectures et travaux, si contradictoires puissent-ils paraître.

Jacques Simon, né en 1933 à Palat (Algérie), président du Centre de Recherche et d'Études sur l'Algérie contemporaine, nous conduit en des temps où l'« Empire français » se relève douloureusement de la Grande guerre, refusant obstinément de considérer les peuples colonisés comme citoyens ou simplement humains, comme en témoigneront avec force et émotion Jules Roy, dans *La Guerre d'Algérie*, Henri Alleg et bien d'autres.

L'armistice plaçait la France sous la botte nazie, mais Vichy gardait la gestion de ses colonies et de sa flotte. Une revanche, pour les nostalgiques de la conquête, souvent partisans de la Restauration monarchique. A la République, succède l'État français. Le slogan « Travail, Famille, Patrie », séduit un temps sans pour autant les rallier, certains de ceux que l'on appelle alors « musulmans ».

Destruction par l'Angleterre aux côtés du général de Gaulle, de la base de Mers-El-Kébir; sabordage de Toulon... Jusqu'au débarquement américain et anglais en 1942 avec le soutien de la Résistance, la libération à contre-cœur des élus communistes par le général Giraud (successeur de Darlan, bras droit de Pétain, assassiné par un jeune royaliste), partageant avec le général de Gaulle la présidence du Comité français de libération nationale avant l'installation du Gouvernement provisoire de la République française le 3 juin 1944... De 1919 à 1947, quatre gouvernements et six gouverneurs généraux se sont succédé en Algérie.

On reste sur sa faim. Comment pourrait-

il en être autrement ?

Tant de cultures, de générations s'affrontent sans pouvoir se comprendre, alors que les féodalismes restent de mise dans une guerre où les puissances, péniblement alliées face aux armées hitlériennes de Rommel, elles-mêmes en conflit, évitent la présence de De Gaulle à Yalta.

La longue incarcération de Messali Hadj, condamné aux travaux forcés pour avoir refusé le régime de Pétain, puis déporté à Brazzaville par le Gouvernement provisoire, ne simplifie rien. Sétif, Guelma, Kerrata ; les bombardements en mai 1945 de toute une région par l'aviation française sous le ministère de Charles Tillon, qui donnera plus tard sa démission, refusée par le général de Gaulle, restent dans la mémoire des villages... Ces avions, destinés à rapatrier les déportés des camps nazis, avaient été détournés pour réprimer ce qui était présenté comme un complot fasciste.

Chacun des noms cités ici, est à lui seul un livre d'Histoire. En 1947, la suite est en train de s'écrire. Ferhat Abbas fonde l'Union démocratique du Manifeste algérien et devient député de Sétif. Face au refus obstiné de son projet de Statut Algérien, il démissionnera de l'Assemblée en 1947. Contrairement aux dires de l'auteur, dont nous ne pouvons que saluer le travail, les acteurs sont en place.

En 1947, la création de l'Organisation spéciale clandestine, bras armé du Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques de Messali Hadj donne le ton.

La répression du 8 mai 1945 contient bel et bien la rupture ouvrant à ce que nos amis algériens appellent *La guerre de Libération*.



Jacques Simon, *L'Algérie dans la Seconde Guerre mondiale*, éditions L'Harmattan, 2015, 276 pages, 28 euros.